LES PARTIS FACE AUX DÉPENSES DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

À armes inégales

On le considère comme l'un des sujets les plus controversés, tabou, car le plus souvent passé sous silence par les parties concernées : le financement des campagnes électorales est un thème qui fâche y compris les formations politiques peu enclines à fournir les détails voulus. Les voix qui s'expriment ici révèlent que la problématique s'est accentuée dans le contexte particulier où interviennent ces législatives.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Mercredi 15 février. La Radio nationale Chaîne 3 rappelle aux candidats aux législatives l'interdiction formelle d'utiliser les moyens de l'Etat dans le cadre de la campagne électorale. L'information diffusée dans les premiers journaux de la matinée précise que les contrevenants à cette interdiction se verront soumis à des sanctions sévères. Les partis politiques, toutes tendances confondues, n'ignorent pas cette règle.

Aujourd'hui, ce rappel offre aux formations politiques le prétexte idoine pour revenir sur le «déséquilibre flagrant entre les moyens des partis» pour affronter une échéance que beaucoup considèrent comme primordiale pour continuer à exister sur le terrain. «De quelle manière financez-vous la campagne électorale ?» Le sujet vaste n'est pas simple à aborder avec les concernés. Certains tentent cependant d'y répondre en fournissant un maximum d'éclairage.

Le RCD n'y va pas par quatre chemins : «Nous puisons dans le fonds du parti. Nous comptons naturellement sur les cotisations des militants et bien sûr les contributions des candidats.» Ici comme ailleurs, on affirme que la campagne se fera à «hauteur des finances» dont dispose le parti tout en respectant le seuil fixé par le texte qui régit l'activité. Combien coûtera cette campagne ? Le RCD affirme être dans l'incapacité de fournir une réponse à cette question pour le moment. La préoccupation est ailleurs. Comme bien d'autres partis interrogés, ce dernier estime que les candidats à ces élections partent à armes inégales dans la course. «Nous regrettons en effet que certains utilisent les biens de l'Etat, il s'agit surtout d'élus, des députés qui s'en vont déjà avec une longueur d'avance puisqu'ils ont à leur disposition des facilités que nous ne détenons pas.» Lesquelles ? «Des véhicules de l'Assemblée, des bureaux, des portables par exemple, tout ceci constitue des inégalités puisque nous, nous devons puiser de notre propre budget pour avoir tout cela, et ce ne sont que des exemples. Il faut aussi et surtout prendre en considération la somme qui est allouée par l'Etat aux partis qui siègent à l'APN et au Sénat.

Ils perçoivent 400 000 DA annuellement et cette somme est naturellement versée dans la trésorerie des partis politiques, cela leur permet d'avoir un fonds déjà tout prêt pour les élections. Quant à nous, nous ne siégeons pas dans ces institutions, nous devons donc nous débrouiller par nous-mêmes.»

Au MSP, même son de cloche. «Pour financer cette campagne, nous comptons, comme toujours, sur les cotisations des adhérents. Les candidats apportent des sommes ou partagent leur salaire, c'est en fonction de leurs finances. Nous n'avons pas d'autres choix, d'autres issues. Les hommes d'affaires vont vers les partis où ils investissent. Les partis au pouvoir, les autres formations ne les intéressent pas.» Là aussi, impossible d'obtenir des informations sur le montant du budget alloué à un tel évènement. «Ce ne sont pas des présidentielles. Dans ce cas, il y aurait eu étude du budget à un niveau national et on aurait été fixé. Il s'agit de législatives, tout se déroule à un niveau local. Les finances sont gérées au niveau des wilayas en fonction des listes. Les sommes déboursées varient en fonction de plusieurs paramètres. Sur le plan médiatique, affichage, édition du programme… les prix varient. Mais il faut débourser plus pour la surveillance des élections. Les personnes que nous mobilisons dans les centres de vote pour surveiller le processus doivent être payées elles aussi, ne l'oublions pas, et cela nous demande beaucoup. Il y a aussi le problème du transport, des déplacements, tout ceci pose parfois problème sur le plan financier.» Dans les textes, poursuit notre interlocuteur, M. Laâouar, «il est dit que l'Etat peut aider un parti, mais nous ne voyons rien hormis l'allocation annuelle délivrée aux formations qui siègent à l'APN ou au Sénat. Nous nous interrogeons sur les subventions distribuées aux organisations de tous genres, associations… alors que les partis politiques peinent pour financer des élections. Nous voyons aussi et surtout des élus animer des meetings qui leur reviennent à 1 million de DA. Cela nous ne pouvons pas le faire par exemple. C'est une manière indirecte d'étrangler les partis et de les pousser à se mettre au service de la chkara. Aujourd'hui plus qu'avant, ces élections vont enrichir les grands partis et appauvrir et endetter les autres».

Photos : DR

Le financement des campagnes électorales est un thème qui fâche.

Mais il y a encore plus grave. Des partis interrogés dans le cadre de cette enquête affirment détenir des informations sur «la présence de l'argent dans ces élections». «Nous avons des informations qui attestent que, dans certaines régions, des candidats versent 2 000 à 4 000 DA pour une signature», déclare Taâzibt du Parti des travailleurs (PT). Explications : «Pour certains politiques, des élections de ce genre sont des occasions d'investir dans les listes, les personnes… et ils attendent le retour de cet investissement. Nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme et alerté sur les dangers du mélange de l'argent et de la politique, cela a mené à la ruine de certains Etats, de la politique.

Acheter des voix rend l'acte de vote insignifiant et risque de produire une Assemblée dominée par l'argent, par des ambitions personnelles et non pas par des programmes ou des idées. Nous avons vu comment des lobbies ont agi et continuent à agir pour imposer des lois et des textes qui protègent leurs intérêts. Pour nous, la fraude a commencé car il s'agit d'une concurrence déloyale. Les prochaines élections doivent déterminer si nous allons vers une rupture, une décantation ou une aggravation de la crise avec le risque de chaos qui pourrait en découler. Pour l'instant, nous constatons que les gens sont aveuglés par leurs intérêts personnels, par des objectifs mercantiles. Pour eux, la fin justifie les moyens. Le risque est de s'acheminer très vite vers l'exemple égyptien ce qui nous mènera droit dans le mur.»

Le dernier point de vue est celui du RND. Considérée comme l'une des grosses pointures du système partisan algérien, cette formation au pouvoir affirme cependant ne compter que sur les subventions des candidats dans le financement de cette campagne. «La subvention de l'Etat se fait en aval, déclare Chihab, en expliquant qu'un remboursement de 20% s'effectue après obtention de 5% sur les listes. Nous allons évaluer le budget nécessaire et travailler en conséquence.»

A combien s'élève ce budget ? Chihab n'hésite pas à répondre. «Il faudra environ 5 à 6 millions de DA pour les dépenses en affiches, publicité, édition des programmes, distribution. En général, pour la campagne, il faut compter 15 à 20 millions de DA. Pour financer tout cela, c'est la débrouille.»

A. C.

DES MEMBRES DE L'ICSO LE PROCLAMENT

«C'est la fin de la plateforme de Mazafran»

C'en est, désormais, fini de la plateforme de Mazafran avec son leitmotiv d'une transition démocratique. Celle du cadre pluriel ayant rassemblé, une première dans les annales politique du pays, des partis et des personnalités des divers bords idéologiques.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'était plus que prévisible, ce conglomérat trans-partisan ne devait pas survivre aux élections législatives du 4 mai prochain. Certes, ses membres, maintes fois interpellés, par le passé, sur cette question, ont beau «botter» en touche, soutenant que la question des élections relevait de la pure prérogative de chacun d'eux, mais la réalité a bel et bien fini par les rattraper.

Aux participationnistes au prochain scrutin législatif, quasi majoritaires au sein de l'Instance, qui ne cessent de professer que la participation et le boycott n'ont aucun impact négatif sur le mot d'ordre d'une transition démocratique, les boycotteurs soutiennent plus que le contraire.

«C'est la fin de la plateforme de Mazafran en tant que projet politique d'étape», soutenait, hier mercredi, Karim Tabbou, dans une conférence de presse animée de concert avec d'autres de ses pairs de l'Icso, Soufiane Djillali, le président de Jil Jadid, Mohand-Arezki Ferrad, Ammar Khababa, Samir Benarbi et Farid Mokhtari. Et à l'ex-premier secrétaire national du FFS et promoteur de l'Union démocratique et sociale, parti en instance d'agrément, d'atténuer de ce constat amer de l'épilogue de ce qu'il estime être une «expérience unique en son genre», par le fait que «chaque étape exige ses mécanismes», usant du postulat que c'est la «fonction qui crée l'organe de lutte». Pour lui, cette expérience positive en appellera forcément d'autres, n'excluant pas de «nouveaux accords qui seront bâtis sur de nouvelles bases».

Intervenant à son tour, le président de Jil Jadid qualifiera la participation aux élections législatives de déviation et de contradiction avec l'esprit et la lettre de la plateforme de Mazafran. «Ce n'est pas nous qui avons tué l'Icso mais ceux qui ont décidé de participer», eux qui, selon lui, ont foulé au pied les fondamentaux de cette plateforme, entre autres, la vacance du pouvoir à son sommet, des élections présidentielles anticipées, une Constitution consensuelle et, enfin une haute Instance indépendante de supervision des élections. Et de ses quatre préalables, le pouvoir n'a accédé à aucun, s'employant à «assurer son maintien et sa pérennité par le recours aux trucages électoraux et à la cooptation de fausses représentations politiques et sociales.

La fin de la plateforme de Mazafran.

Ce qui dicte logiquement un refus dans la forme et dans le fond des élections législatives qui font partie de la propre feuille de route», soutiendra Ferrad qui regrettera l'engouement des partis de l'Icso à s'y inscrire, signant de facto, la «fin de la plateforme de Mazafran comme projet politique» car, tiendra-t-il à préciser, le combat pour la démocratie et la deuxième République vient tout juste de franchir une étape.

œPour Soufiane Djillali, la participation à ces élections législatives constitue une «abdication», une sorte de cadeau offert au pouvoir puisque, ironisera-t-il, «au lieu d'aider le pouvoir à partir, ceux qui participent l'aident au contraire à y rester.

Le président de Jil Jadid estimera que «prendre part à ces élections, organisées par le pouvoir dans les conditions actuelles, est en totale contradiction avec le sens et l'esprit de la plateforme de Mazafran dont les objectifs ne peuvent en aucun cas être temporaires ou tactiques puisque s'inscrivant dans la continuité et la rigueur et ne peuvent être sujets à marchandage».

M. K.